

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions services communs - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par convention en date 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale. Dans le cadre de la réorganisation des services en cours dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il convient de créer trois nouveaux services communs :

- **Un service commun de Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population » :** La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun le poste de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population ». Ce dernier sera responsable des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services. Le service commun de direction Générale Déléguée Qualité des services à la population regroupe à ce jour le seul poste de directeur Général Délégué.
- **Un service commun du Pôle « Solidarités » :** Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation. La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun deux postes : celui de Directeur du Pôle Solidarités et celui de Chargé de mission Bien vieillir. La mise en place de ces services communs s'exercent dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces services communs seront gérés par la Ville, où est établie leur résidence administrative.
- **Un service commun de Direction Générale Déléguée rattaché à Montpellier Méditerranée Métropole :** La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun les postes de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Aménagement et développement équilibrés du territoire », et de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Performance et transformation de l'administration ». Ces derniers seront responsables des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services.
La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie leur résidence administrative.

La création de ces services communs a fait l'objet d'un avis des Comités techniques de la Ville en date du 9 septembre 2021 et de la Métropole en date du 17 septembre 2021.

Par ailleurs, le service commun du Département Solidarité et Vivre Ensemble qui fait l'objet d'une convention tripartite entre la Ville, la Métropole et le CCAS et est composé du seul poste du Directeur Général adjoint des services est modifié dans le cadre de la réorganisation et n'est plus tripartite. A ce titre, la Ville, la Métropole et le CCAS ont par courrier respectifs décider de résilier cette convention conformément à l'article 8 de la convention de service commun.

En conséquence, il proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du service commun de Direction générale déléguée Qualité des services à la population ;
- D'approuver la création du service commun du Pôle Solidarités ;
- D'approuver la création du service commun de Direction Générale déléguée 3M ;
- D'autoriser la signature des conventions de services commun qui fixent les modalités de cette mise en commun ;
- De prendre acte de résiliation de la convention de service commun tripartite entre la Ville le CCAS et la Métropole relative au Département Solidarité et Vivre Ensemble ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention service commun DGD Ville
- convention service commun DGD 3M
- Convention de service commun Pôle Solidarités.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170606-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.